

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 27/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LEPICARD AGRICULTURE

21 rue Jacques Ferny
76760 Yerville

Références : UDRD.2026.02.R.22
Code AIOT : 0005801570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement LEPICARD AGRICULTURE implanté RTE DE LA MER 76590 Belmesnil. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement LEPICARD AGRICULTURE implanté RTE DE LA MER 76590 BELMESNIL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEPICARD AGRICULTURE
- RTE DE LA MER 76590 Belmesnil
- Code AIOT : 0005801570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Lepicard Agriculture de Belmesnil a pour activité le stockage et le commerce de céréales, d'engrais, de produits phytopharmaceutiques et d'aliments pour bétail.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	aire de chargement et de déchargement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois
6	aire de chargement et de déchargement	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	Arrêté Ministériel du 03/03/2014, article annexe III	Sans objet
2	installations de séchage	Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 17	Sans objet
3	nettoyage des locaux	AP de Mise en Demeure du 10/07/2025, article 1	Levée de mise en demeure
4	moyens fixes de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les demandes émises concernant :

- l'installation de séchage ;
- la distribution du gaz propane ;
- le raccordement de la bâche incendie d'une capacité de 175m3 à la couronne d'arrosage de la cuve de propane ;
- le nettoyage du silo 2 ;

ont été satisfaites.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de lever la mise en demeure du 10 juillet 2025.

Une demande nécessitant des actions correctives est toutefois émise suite aux signalements du voisinage durant l'année 2025 concernant la mise en conformité des aires de chargement / déchargement des silos 1 et 2 au regard de l'article 12 de l'AM du 29 mars 2004 (aire de chargement et de déchargement du silo 2) et de l'article 19 de l'AM du 26 novembre 2012 (aire de chargement et de déchargement du silo 1).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/03/2014, article annexe III
Thème(s) : Situation administrative, 4702 - Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium
Prescription contrôlée : Cf.tableau 4702-III
Constats : L'exploitant a justifié d'un état des stocks le jour de la visite. Le stock d'engrais soumis au titre de : <ul style="list-style-type: none"> la rubrique 4720-II est de 22,2 tonnes ; la rubrique 4702-III est de 271,22 tonnes ; soit inférieur au seuil des 500 tonnes (DC) fixées dans cette rubrique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : installations de séchage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, entretien des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre tout dispositif (vannes de coupures d'alimentation en gaz...) en vue de réduire la probabilité et la gravité d'un événement dangereux. En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence. Le personnel doit être formé aux procédures de conduite et de sécurité. Le séchoir est équipé de dispositifs de sécurité permettant d'assurer l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas d'anomalies, telles qu'une pression de gaz anormalement élevée ou anormalement basse, un manque d'air au brûleur, une absence de flamme... Le fonctionnement des brûleurs du séchoir doit automatiquement être arrêté en cas de dépassement de seuil dûment préétablis. Les brûleurs sont équipés d'un régulateur de température commandé par des sondes disposées dans les caissons de répartition d'air chaud et mesurant la température du circuit d'air. L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le

suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La coupure de l'alimentation en gaz sera assurée :

- par deux vannes automatiques redondantes de sécurité positive, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont également commandables manuellement,
- ou par tout dispositif équivalent.

Ces dispositifs sont destinés à stopper le flux sortant de la cuve en cas d'arrachement de la canalisation entre la cuve de GPL et l'installation de séchage.

Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Les brûleurs sont équipés d'un régulateur de température commandé par des sondes disposées dans des caissons de répartition d'air chaud et mesurant la température du circuit d'air. Le bon fonctionnement de l'extraction des grains et de la rotation de la turbine de ventilation sont contrôlés en permanence.

Toute anomalie de fonctionnement est signalée au poste de commande et provoque automatiquement l'arrêt du brûleur en cas de dépassement des températures de séchage.

Le séchoir est muni d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits.

Le contrôle doit porter au moins sur deux points (en amont de l'entrée d'air dans la colonne sècheuse et dans la colonne). Les informations doivent être reportées sur un tableau de commande. En cas d'anomalie, une alarme sonore doit se déclencher. Un second seuil d'alarme provoque l'arrêt des brûleurs ou des générateurs de chaleur, l'arrêt des ventilations et la fermeture des volets d'air. Un matériel de communication permet d'informer le personnel d'incident ou d'accident survenu sur l'installation. Des consignes sont rédigées définissant les dispositions à prendre en cas de fonctionnement anormal ou d'incendie. Des dispositifs d'obturations sont implantés sur les entrées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).

À défaut d'un dispositif d'extinction automatique, une colonne sèche doit amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute du séchoir. À défaut, la colonne sèche est implantée de façon à ce que toutes les parties du séchoir puissent être efficacement atteintes.

Le grain présent dans la colonne de séchage doit pouvoir être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire ou un stockage permettant l'extinction.

Le séchoir est équipé en partie haute de dispositifs de désenfumage qui peuvent être actionnés à l'entrée du séchoir.

Constats :

récolement de la demande n°1 du rapport de visite du 30/10/2025 : rapport de vérification de l'installation de séchage.

L'exploitant a transmis par courrier du 23 décembre 2025 un rapport actualisé de son prestataire exempt de toute non-conformité.

La demande est satisfaite.

récolement demande n°2 du rapport de visite du 30/10/2025 : rapport de vérification de l'installation de gaz combustible pour séchoir (hors cuve de stockage).

L'exploitant a transmis par courrier du 23 décembre 2025 un rapport de vérification périodique daté du 16 décembre 2025. Le rapport mentionne une observation concernant l'absence de plaque d'identification de l'organe de coupure générale (vanne quart de tour).

Le jour de la visite l'organe de coupure générale était signalé. L'exploitant a indiqué qu'une commande était en cours pour mettre en place une nouvelle affiche pérenne.

La demande est satisfaite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : nettoyage des locaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/07/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, entretien des installations

Prescription contrôlée :

La société LEPICARD AGRICULTURE (n°SIRET 977 080 035 00065), dont le siège social est situé 21, rue Jacques Ferny à YERVILLE (76760), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé route de la mer à BELMESNIL (76590) :

l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé , en :

- procédant au nettoyage des parties accessibles dans les 15 jours suivant la notification du présent arrêté ;
- procédant au nettoyage des parties difficilement accessibles (poutres métalliques au-dessus des cases, chemins de câbles, tuyauteries de transfert, parois de la tour de manutention et des cases) avant le 31 août 2025 ;
- faisant respecter des procédures d'exploitation relatives au nettoyage avant le 31 août 2025.

Ces prescriptions seront réputées satisfaites si, lors d'un contrôle de l'inspection, l'exploitant est en mesure de présenter le registre de nettoyage, et si les constats de terrain confirment la bonne fréquence de ces nettoyages.

Constats :

Suite à la précédente visite du 30 octobre 2025, l'exploitant avait justifié d'un devis signé en vue de faire intervenir des cordistes. L'exploitant avait également justifié des travaux de nettoyage en cours par la transmission de photos le 12 décembre 2025 justifiant de l'avancement (notamment photos non exhaustives après nettoyage sur certaines poutres métalliques structurales, sur les bords du convoyeur et certaines parties sous les convoyeurs). L'exploitant a justifié par courriel du 19 décembre de la fin des travaux de nettoyage et transmis d'autres photos pour justifier de leur réalisation.

L'inspection a constaté le jour de la visite la présence d'un registre de nettoyage. Celui-ci mentionne les derniers nettoyages réalisés depuis septembre 2025. Par sondage, l'exploitant a su justifier des derniers nettoyages réalisés concernant :

- les équipements électriques et moteurs ;
- les convoyeurs et tapis ;
- les escaliers, accès et couloirs.

Ces derniers sont tous datés au 31 janvier 2026 et les précédents tous datés du 08 au 17 décembre 2025 (concordance avec la période d'intervention des cordistes).

Le jour de la visite, le silo 2 a été visité. Par sondage, une armoire électrique du poste pendulaire a été ouverte. L'ensemble présentait un niveau d'empoussièrement satisfaisant.

La demande est satisfaite.

Commentaire n°1 : Pour rappel la précédente visite avait abouti sur la proposition d'une astreinte administrative dont la signature avait été différée compte tenu des engagements de l'exploitant.
Au regard des mises en conformité effectuées, l'inspection propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de lever la mise en demeure du 10 juillet 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : moyens fixes de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, cuve de propane

Prescription contrôlée :

Dans un délai de six mois, les mesures suivantes devront être mises en place :
[...] la cuve sera protégée par un système d'arrosage fixe raccordé.

Constats :

récolement demande n°4 du rapport de visite du 30/10/2025 : raccordement de la couronne d'arrosage de la cuve de propane à la bêche incendie :

L'exploitant a justifié par courrier du 30 janvier 2025 du raccordement fonctionnel de la bêche incendie d'une capacité de 175m³ à la couronne d'arrosage de la cuve de propane. L'inspection a constaté le jour de la visite, la présence d'un surpresseur situé entre la bêche incendie et la cuve de propane. Un test de fonctionnement de la couronne d'arrosage a été réalisé le jour de la visite et n'appelle pas à de nouveaux commentaires de l'inspection.

La demande est satisfaite.

L'exploitant a précisé qu'il envisage de mettre sous abri son surpresseur nouvellement installé. L'inspection prend acte du positionnement de l'exploitant, cette action visant notamment à protéger cette installation des aléas climatiques.

Commentaire n°1 : les demandes relatives à l'installation de séchage (point de contrôle n°1) et au présent point de contrôle étant satisfaites, l'inspection ne s'oppose pas au redémarrage du séchoir envisagé par l'exploitant durant la moisson 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : aire de chargement et de déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, aire de chargement et de déchargement
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage. Cette disposition ne s'applique pas aux aires de chargement et de déchargement situées à l'intérieur de silos plats ne disposant pas de dispositifs de transport et de distribution de produits. Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers. Les aires de chargement et de déchargement sont : <ul style="list-style-type: none">- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ;- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.
Constats : L'inspection a fait part à l'exploitant de 2 signalements du voisinage durant l'année 2025 : le 28 juillet et le 17 septembre. Les aires de chargement et de déchargement des silos 1 (voir point de contrôle suivant) et 2 seraient à l'origine des troubles du voisinage décrits lors de ces signalements. Le jour de la visite, l'inspection s'est rendue sur l'aire de chargement et de déchargement du silo 2 situé juste à coté de l'aire du silo 1 (par rapport à l'aire du silo 1, l'aire du silo 2 est l'aire la plus éloignée de la route D149). L'aire du silo 2 dispose de 2 rideaux métalliques. Ces rideaux métalliques sont toutefois en position ouverts lors d'une opération de chargement ou de déchargement. Selon l'exploitant il s'agit d'une « aire de passage ». Les rideaux ne peuvent rester en position fermée lors d'une opération de chargement / déchargement sur cette aire. L'aire de chargement et de déchargement du silo 2 n'est pas pourvue d'un système de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. Demande n°1 : L'exploitant transmettra à l'inspection une étude technico économique avant le 30 juin 2026 visant le retour à la conformité de son installation au regard de l'article 12 de l'AM du 29 mars 2004 (aire de chargement et de déchargement du silo 2) et de l'article 19 de l'AM du 26 novembre 2012 (aire de chargement et de déchargement du silo 1). Cette étude visera notamment à munir l'aire de chargement et de déchargement des silos 1 et 2 de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration compte tenu des troubles du voisinage signalés. L'exploitant justifiera d'un bon de commande signé dans le même délai, afin de justifier d'un retour à la conformité de son installation avant le 31 octobre 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 8 mois

N° 6 : aire de chargement et de déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, aire de chargement et de déchargement
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés sous la responsabilité de l'exploitant pour prévenir la formation d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage et de nuisance pour les milieux sensibles comme prévu à l'article 6) ;- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration dans les conditions prévues à l'article 45.
Constats : <p>Les 2 signalements décrits au précédent point de contrôle seraient également liés au fonctionnement de l'aire de chargement et de déchargement du silo 1.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection s'est rendue sur l'aire de chargement et de déchargement du silo 1 (le plus proche de la route D149 par rapport à l'aire de chargement et de déchargement du silo 2). L'aire du silo 1 dispose de 2 portes métalliques battantes. Ces portes battantes sont toutefois en position ouverte lors d'une opération de chargement ou de déchargement. Selon l'exploitant il s'agit également d'une « aire de passage ». Les portes battantes ne peuvent rester en position fermée lors d'une opération de chargement / déchargement sur cette aire. L'aire de chargement et de déchargement du silo 1 n'est également pas pourvue d'un système de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.</p> <p>(Pour rappel demande n°1 citée au précédent point de contrôle) :</p> <p>« Demande n°1 : L'exploitant transmettra à l'inspection une étude technico économique avant le 30 juin 2026 visant le retour à la conformité de son installation au regard de l'article 12 de l'AM du 29 mars 2004 (aire de chargement et de déchargement du silo 2) et de l'article 19 de l'AM du 26 novembre 2012 (aire de chargement et de déchargement du silo 1). Cette étude visera notamment à munir l'aire de chargement et de déchargement des silos 1 et 2 de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration compte tenu des troubles du voisinage signalés. L'exploitant justifiera d'un bon de commande signé dans le même délai, afin de justifier d'un retour à la conformité de son installation avant le 31 octobre 2026. »</p> <p>L'exploitant a présenté durant la visite l'aire de chargement et de déchargement du silo 3. Celle-ci dispose de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. L'exploitant a précisé que lorsque le conteneur de collecte des poussières est plein, les poussières organiques sont transférées à l'extérieur coté ouest du silo et disposées sur l'enrobé sous forme de tas.</p>

Cette opération est renouvelée 5 fois environ jusqu'à ce que la quantité de poussières organiques soit suffisamment importante pour arriver à la nécessité de transférer ces poussières organiques dans un semi remorque (ces poussières organiques sont revendues par l'exploitant et utilisées comme combustible).

Commentaire n°2 : il serait judicieux de mettre à l'abri les tas de poussières organiques actuellement collectées à l'extérieur en partie ouest de l'installation afin de ne pas les exposer au vent ou à la pluie (lixiviation).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois